

Deux députés en appellent à la Cour suprême



Deux députés de la gauche israélienne ont demandé hier à la Cour suprême d'invalider la décision de renoncer à inculper le Premier ministre Ariel Sharon dans l'affaire de "l'île grecque".

"La corruption, dans le pays, est devenue plus dangereuse que les Arabes", a déclaré l'un des deux députés, Yossi Sarid, membre du parti de gauche Meretz. L'autre député est Eitan Cabel, du Parti travailliste (centre-gauche).

Mardi dernier, le conseiller juridique du gouvernement, Menachem Mazuz, a choisi de classer le dossier Sharon en invoquant le manque de preuves dans l'affaire de corruption où était impliqué le chef du gouvernement.

Le Mouvement pour un gouvernement de qualité, organisme anti-corruption israélien, a pour sa part défié dès mercredi dernier la Cour suprême d'invalider la décision de Mazuz.

Une inculpation de Sharon aurait pu entraîner la démission du Premier ministre et faire échec à son plan de désengagement des 21 colonies de peuplement de la bande de Gaza et de quatre autres, sur 120, en Cisjordanie.

La décision de Mazuz, en contradiction avec la recommandation émise en mars par Edna Arbel, procureur de l'Etat israélien, va permettre au contraire à Sharon de faire avancer son plan de désengagement et de tenter de colmater les brèches de sa coalition, affaiblie par les défections d'hommes politiques de la droite ultra, favorables aux colons.

En mars, Edna Arbel avait conclu qu'il existait suffisamment d'éléments pour accuser Sharon de corruption dans une affaire immobilière dans laquelle sont impliqués un de ses fils, Gilad, ainsi que David Appel, promoteur immobilier très influent au sein du Likoud, la formation du Premier ministre.

Selon Mme Arbel, Appel aurait versé des centaines de milliers de dollars à Gilad Sharon – qu'il avait embauché à la fin des années 1990 comme conseiller – pour qu'il persuade son père de l'aider à promouvoir un programme immobilier sur une île grecque, programme qui, finalement, n'a pas vu le jour.

Ariel Sharon était à l'époque ministre des Affaires étrangères, et les soupçons portaient notamment sur la question de savoir s'il a tenté d'obtenir le feu vert du gouvernement grec pour ce projet immobilier. David Appel a été inculpé en janvier dernier dans l'enquête sur cette affaire.